

Congrès national de la FCPE à Saint-Etienne,
les 30, 31 mai et 1^{er} juin 2009

*Discours d'ouverture par Jean-Jacques HAZAN,
Président national*

Monsieur le Maire de Saint-Étienne,
Madame le Vice-président du Conseil général,
Monsieur le Président du Conseil régional,
Mesdames, Messieurs les invités,
Chers congressistes, chers amis, chères amies,
Cher Marc,

Bienvenue au 63^{ème} congrès national de la FCPE !

Nous venons tous de vivre une année militante particulièrement dense, voire difficile.
Je sais bien que ça fait plusieurs années qu'on dit ça mais c'est chaque fois encore un peu plus vrai...
Et je ne vous parle pas de l'année qui arrive ! 18 000 suppressions de postes dans l'Education nationale en 2010 ! Hop ! Au panier !

Ce gouvernement a entrepris de réduire tout le gras si je peux dire, de l'Ecole publique, toute la souplesse, tout ce qui assure la qualité de notre Ecole et compense les lourdeurs du système. On est à l'os, on l'a même entamé.

L'objectif, voyez-vous, c'est que ce que disent Nicolas Sarkozy et Xavier Darcos dans leur campagne de dénigrement contre l'Ecole se vérifie. Ils préparent l'opinion à un pourrissement du système éducatif et à une privatisation facile.

La méthode, nous la connaissons tous ici, parce que nous la voyons à l'œuvre depuis un certain temps et parce qu'elle a servi ou sert pour d'autres services publics, comme l'Hôpital ou la Recherche.

Premier temps, dénigrer un service public apprécié de tous, semer le doute sur ses résultats et ses performances.

Deuxième temps, au nom de ces résultats peu probants, « rationaliser » son fonctionnement, c'est-à-dire y supprimer des postes et y introduire des notions entrepreneuriales du type « rentabilité ».

Troisième temps, évaluer, de préférence avec des indicateurs inadaptés.

Quatrième temps, faire constater qu'effectivement les critères ne sont pas remplis, qu'effectivement les objectifs ne sont pas atteints, qu'effectivement, le service s'est détérioré.

Cela permet de continuer à supprimer des postes puisqu'on voit bien que mettre toujours plus de moyens n'aboutit à rien. Et... de privatiser, parce qu'il n'y a rien de tel que l'entreprise pour faire marcher droit une équipe.

Cela permet de changer les objectifs, réduire les ambitions de l'Ecole, celles pour toutes et tous au profit de quelques uns. C'est ainsi que les 50% d'une classe d'âge diplômé du supérieur se traduit par ces 50% là oui, les autres, pas le temps, pas l'argent !

Et on relance sur la thématique, la rengaine du « c'était mieux avant ».

J'ai fait des petites recherches avant de venir, puisqu'en plus, on doit parler d'évaluation ce week-end. Vous savez quels étaient les sujets du certif ici, à Saint-Etienne, en 1959 ? Je vous les donne, accrochez-vous !

Je ne vais pas tout vous lire, juste les sujets de sciences.

Pour les « garçons urbains », c'était « montrez par une coupe comment sont isolés deux fils électriques placés sous un tube. Quel est le rôle de la matière recouvrant chaque fil ? De la gaine enveloppant l'ensemble ? »

Pour les filles « urbaines », « Maman va baigner son bébé. Quels objets dispose-t-elle autour d'elle ? Quel moment choisit-elle ? Quelle sera la température de l'eau ? Comment la vérifier si elle n'a pas de thermomètre ? Quelle sera la durée du bain ? »

Et pour les « garçons et filles ruraux », « montrez que le lait est un aliment complet. Que renferme-t-il ? Quelles précautions faut-il prendre depuis la traite jusqu'à la consommation ? »

L'Ecole en 1959, c'était ça ! Et c'est à ça que le ministre veut nous ramener avec ses nouveaux programmes recentrés sur les fondamentaux, sur fond de niveau qui baisse. Le « retour aux fondamentaux », c'est exactement ce que Jules Ferry condamnait déjà en le dénommant « le primaire rudimentaire » : à savoir, lire, écrire, compter. C'est l'Ecole qui s'adapte aux besoins de main d'œuvre, fermée, limitée, qui prépare des élèves et des adultes qui se plient aux codes alors que l'on doit rechercher autonomie, créativité et sens critique.

Quant au niveau qui baisse, parlons-en !

Les études menées sur le niveau des élèves en fin de primaire montrent que tout cela est beaucoup plus compliqué. Par exemple, les compétences des élèves de CM2 en rédaction, ont considérablement augmenté depuis les années 20. Si en orthographe, il y a aujourd'hui deux fois plus de fautes, les rédactions sont beaucoup plus prolixes, plus organisées et plus logiques.

De façon plus générale, les évaluations internationales PISA montrent surtout que l'Ecole française souffre de son élitisme, d'une culture du classement, de l'élimination précoce, du redoublement et plus globalement, de sa « tolérance aux inégalités et à la reproduction », pour reprendre les mots de Christian Baudelot et Roger Establet.

En regardant plus loin dans ces enquêtes, on voit que la France, bien plus que tous les autres pays, est bien « le paradis de la prédestination sociale ». Plus qu'ailleurs, dans notre pays, la condition sociale et culturelle des parents prédétermine, comme pour Moussa, 10 ans en Seine Saint Denis dans le 9-3, de beaucoup les conditions et les chances de réussite.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le gouvernement a recentré son objectif sur 50% d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur et non plus 80% au bac... C'est bien le signe que l'on se moque royalement de savoir ce que deviennent les 50% restant !

Pour en revenir à la méthode en quatre temps que je vous détaillais tout à l'heure, dans l'Education nationale, toutes les étapes sont un peu concomitantes. Le discours catastrophiste sur l'Ecole fait la fortune des éditeurs, des libraires et des médias tandis que l'on nous renvoie notre irresponsabilité à réclamer « plus de moyens ». On nous caricature, car ce n'est pas uniquement ce que nous demandons.

Mais nous demandons cela aussi, parce que, chaque année, nous voyons les classes se remplir un peu plus, les options disparaître, les remplacements se raréfier... Et parce que les « moyens » supplémentaires, comme je le disais plus haut, c'est ce qui permet de rétablir un peu d'équilibre dans une balance très très déséquilibrée par les inégalités sociales, territoriales, culturelles, linguistiques et j'en passe.

De toute façon, je cite Hubert Montagner, « ce gouvernement n'aime pas les enfants ». Au lieu de représenter l'avenir de ce pays, pour nos gouvernants, les jeunes, nos enfants, sont des délinquants, avérés ou en puissance, qu'il faut surveiller et punir. Ils sont donc prêts à mettre beaucoup de moyens pour la répression des délits plus ou moins fantasmés des mineurs. En revanche, lorsqu'il s'agit d'éducation, il n'y a plus de sous dans les caisses de l'Etat !

Cela n'a pas échappé au Comité des droits de l'enfant de l'ONU qui a interrogé le gouvernement français sur sa politique envers les jeunes, je devrais dire à l'encontre des jeunes.

Cette année, nous fêterons le 20 novembre le 20^{ème} anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant. Je rappelle au passage que l'enfant s'entend comme tout individu de moins de 18 ans. Si en Europe, la jeunesse est considérée généralement comme l'avenir, chez nous, les jeunes sont diabolisés.

Cette année précisément, nous risquons de voir une régression sans précédent depuis 1945 des droits des enfants, avec la révision de l'ordonnance de 1945 sur la Justice des mineurs. La prison dès 12 ans semble derrière nous, mais le changement de système de jugement nierra le caractère spécifique de la justice des mineurs.

Dans le pays des droits de l'Homme, nous avons quand même récemment eu droit, dans un village pourtant bien fréquenté puisqu'y réside la présidente départementale de notre plus gros CDPE, à la mise en garde à vue de deux enfants de 6 et 10 ans, interpellés devant leur école pour un emprunt de vélo !

Où va un pays qui a si peur de sa jeunesse ?

On ne prédit pourtant pas la délinquance, on la prévient. Je vous fais encore une citation : « la première prévention de la violence consiste à mettre en place une politique éducative de qualité. Il s'agit d'abord pour l'Ecole d'assurer un parcours de réussite à tous les élèves et de permettre à chacun d'eux d'acquérir des connaissances qui sont nécessaires à la construction de leur future vie d'adulte. »

C'est beau, hein ? On dirait presque du Meirieu ! Eh bien non ! C'est extrait de la réponse écrite du gouvernement français aux questions du Comité des droits de l'enfant de l'ONU... tout cela défendu par Madame Morano, sans rire, le 26 mai dernier, ce mardi, en pleine déferlante anti-jeune. Double langage !

Nous dénonçons la surenchère du gouvernement en matière sécuritaire. Dans un objectif de réduction des « coûts », bientôt, nos enfants seront accueillis dans les établissements par des portiques détecteurs de métaux, leurs sacs fouillés, ils seront reconnus grâce au contour de leur main et surveillés sans cesse par des caméras jusque dans les moindres recoins.

La belle éducation que voilà !

Portique ta mère !

Toute la technique du monde ne remplacera pas les dizaines de milliers de postes d'adultes supprimés dans les établissements scolaires. Les parents d'élèves confient leurs enfants à l'Ecole pour qu'ils soient accueillis, pris en charge et éduqués par des adultes, surveillants, conseillers principaux d'éducation, enseignants, personnels administratifs...

Portique partout, justice nulle part !

La vraie violence qu'on a connue cette année dans les établissements, n'est ce pas Pierre-Yves, c'est celle des intrusions de gendarmes dans les collèges, avec des chiens, c'est celle des chaises vides des enfants et parents expulsés.

Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy dénonce une banalisation de la présence et de l'usage d'armes dans les établissements scolaires, une situation « intolérable » selon lui. "Les établissements scolaires doivent être sanctuarisés, à l'abri de toute forme de violence. C'est une priorité absolue pour les autorités de l'Etat", dit-il.

Mais, des chercheurs, au premier rang desquels Eric Debarbieux, affirme que « la tendance, depuis une dizaine d'années, est qu'il n'y a pas d'augmentation globale de la violence à l'Ecole, mais une augmentation inégale, statistiquement concentrée sur les lieux d'exclusion sociale ». Gageons que la déssectorisation nous arrangera tout ça !

La déssectorisation, c'est encore une riche idée, ça ! Un moyen très efficace de lutter contre la violence scolaire, en concentrant toutes les difficultés dans quelques établissements et en y créant des situations explosives. Parce qu'il est démontré que plus la diversité de l'offre scolaire est importante, plus le choix accentue la ségrégation sociale.

La solution serait donc plus de répression, des portiques, de la vidéosurveillance, des fouilles... Eric Debarbieux, toujours lui, cite une étude du FBI (au Etats-Unis, les portiques ne sont présents que dans 1% des établissements) : « les effets pervers en sont bien connus : ressentiment montant des élèves, sentiment de mépris, éventuellement renforcé par la fouille des cartables et, finalement, augmentation de la violence scolaire ! »

D'ailleurs, en 1996, Nicolas Sarkozy ne disait-il pas à propos des propos de François Bayrou, alors ministre de l'Éducation nationale : « Je suis un peu réservé sur le thème de « sanctuarisation » de l'École (...) Car qu'est-ce que ça veut dire, sanctuariser l'École ? Ne pas faire rentrer la violence. Donc la violence serait illégitime dans l'École et légitime dans la famille ? Je pense que non ! » Puis il ajoutait : « On donne l'impression depuis quelques jours que tous les collèges de France sont enflammés par la violence. C'est faux ! »

Eh bien oui c'était faux et cela reste faux aujourd'hui ! En treize ans, ce qui a changé, ce n'est pas tellement la situation que son discours.

Au passage, 1996, c'est aussi l'année de la loi qui punit les intrusions de bandes dans des établissements scolaires. Comme toujours, l'arsenal juridique existe déjà mais le gouvernement veut rajouter une strate avec la proposition de loi Estrosi. C'est aussi, par un amendement, cette loi qui permettra aux chefs d'établissement et aux CPE de fouiller les cartables de nos enfants.

Je vous signale aussi que si cette loi passe, les AG de lycéens, nos nuits des écoles, tout cela deviendra un délit, passible de prison et d'amendes bien salées !

En langue de député, ça se dit : « le fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement scolaire, public ou privé, sans y être habilité en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ou y avoir été autorisé par les autorités compétentes sera puni d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Lorsque ce délit sera commis en réunion, les peines seront portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende. »

Et la « force mobile d'agents » ? Riche idée ! Nous, on appelle plutôt ça une milice mais bon, voyons la suite...

On y mettra « des policiers à la retraite mais aussi des personnes volontaires, expérimentées et qualifiées, venus d'horizons divers » selon les propos de Nicolas Sarkozy. « Le recrutement sera ouvert à tous les citoyens sur la base d'un test d'aptitude physique et morale, à l'image de ce qui se pratique pour les pompiers volontaires. Ces volontaires bénéficieront d'une formation adaptée. Leur mission sera double : la surveillance des sites sensibles et le maintien d'un contact étroit et permanent avec les collégiens et lycéens. » Contact étroit et permanent... ça fait peur, hein ?

Et, dans cette affaire, on ne fait pas appel aux parents pour les associer aux réformes, aux décisions mais pour leur taper sur les doigts, les culpabiliser, les sanctionner. Nous avons passé l'âge !

Tout au long de cette année (mais, rappelez-vous, cela avait commencé il y a un peu plus longtemps, avec sa fameuse « fédération contre les parents d'élèves »), le ministre a refusé de nous reconnaître, de nous entendre, de nous répondre.

Il a refusé de nous reconnaître, de tenir compte de notre représentativité pourtant incontestable et incontournable.

Faut-il revenir sur le manque de respect pour les parents d'élèves que constituent la publication fin juillet de la circulaire sur les élections de leurs représentants ?

Faut-il revenir sur l'absence totale de communication du ministre sur ces élections, lui qui n'a daigné produire qu'un petit communiqué le jour même desdites élections ?

Faut-il revenir sur les deux mois bien tassés qu'il a fallu au ministère avant de publier des résultats faussés en plus, un 24 décembre ?

Faut-il revenir sur le fait que les commissions départementales de validation des votes ne se sont qu'exceptionnellement réunies ?

Bref. N'en déplaise au ministre, la FCPE est toujours la première fédération de parents d'élèves de ce pays, absolument majoritaire dans le second degré, seule représentative dans le primaire.

Il a refusé de nous entendre et pourtant, nous en avons, des choses à dire ! Donc, il ne nous consulte pas sur la réforme du lycée ni celle de la formation des enseignants, ne nous associe pas au groupe de travail sur les RASED, ne nous parle pas de la maternelle...

Lui et son ministère refusent de nous répondre lorsque nous lui écrivons, l'interpellons, seuls ou avec nos partenaires, sur la base élève et l'identifiant national élève avec la Ligue des droits de l'Homme et les syndicats enseignants, sur les rythmes scolaires avec le syndicat des inspecteurs, sur les évaluations de CM2, sur les risques du mois de juin et les suppressions de BEP avec le syndicat des chefs d'établissements, sur les résultats de nos propres élections, dont il a publié des résultats tronqués...

D'ailleurs sur ce dernier point nous avons fini par écrire à la CADA, commission d'accès aux documents administratifs, pour avoir satisfaction.

Mais que croyaient-ils ? Qu'on se tairait ?

Pas le genre de la maison, plutôt une petite relance, une occupation, une petite nuit des écoles, attache-toi à ton école, ça va encore criser.

Ça ne nous empêche pas de continuer d'avancer sur tous nos champs d'intervention : politique, pédagogique et défense des conditions d'étude des élèves.

Nous avons toute légitimité pour parler de politique, de pédagogie et des conditions d'étude des élèves. Ce sont les trois axes sur lesquels la FCPE doit s'afficher, s'affirmer, développer ses positions et agir.

La politique et la gestion de l'Education nationale, c'est facile, c'est là-dessus qu'on vient nous chercher et qu'on nous attend : la laïcité, la violence, les suppressions de postes, les RASED, les remplacements, la maternelle, le Lycée...

Je ne vais pas revenir sur tout ce que nous avons fait sur la réforme du lycée. Le rapport parlementaire de la « mission Apparu » vient d'être publié. Il a au moins le mérite d'élargir le débat par rapport aux présupposés de Xavier Darcos, notamment en s'attaquant au tabou du baccalauréat.

Il reprend finalement aussi à son compte l'idée que nous défendons depuis le début, qui sous-tend toute réforme valable du Lycée : en finir avec cette conception qu'hors des cours magistraux et du travail à la maison, point de salut.

Il faut de l'accompagnement pour les élèves de lycée, de la méthodologie, des projets à construire, des activités pluridisciplinaires, de l'éducation au choix...

Il faut réformer, mais pas à n'importe quel prix. Pas à la va-vite et pas sans concertation.

Nous allons attendre la publication du rapport Descoings, même si Benoit Apparu a eu l'air d'avoir inventé le fusil à tirer dans Descoings, et demander des tables rondes réunissant tous les acteurs, ensemble, pour partager les analyses, construire ensemble une évolution de ce lycée qui en a bien besoin.

Et si tout cela doit se faire à moyens constants, ce doit être sans ces milliers de suppressions annoncées. Il faut suspendre les suppressions, et arrêter les expérimentations Darcos, reprendre la discussion au début et agir.

Nous avons aussi vocation à parler des conditions de travail des enfants, de ce qu'ils mangent au restaurant scolaire, de l'état des toilettes, du poids des cartables. La FCPE, comme je le dis souvent, c'est le syndicat des élèves, des écoliers ! Au moins jusqu'à ce qu'ils soient en âge de défendre eux-mêmes leurs intérêts. Je ne dis pas ça pour piquer le boulot de l'UNL et de la FIDL...

Car si nous ne le faisons pas, qui le fera ?

Qui se battra pour préserver leurs conditions de travail ? Ce n'est pas parce que les élèves n'ont pas de salaire qu'ils n'ont pas droit à une protection comme celle des travailleurs salariés, à être dispensés de port de charge lourde par exemple.

Nous ne pouvons à ce titre que nous rappeler avec quel mépris des jeunes le ministre a traité ces problèmes : par-dessus la jambe.

C'est vrai, un peu comme le reste, sans consulter et en nous infligeant sa suffisance et son absolutisme d'un : ce sera réglé en septembre ! Comme pour les toilettes, en septembre.

Ben... septembre 2008 c'est déjà raté et 2009 ca commence mal, double langage, poudre aux yeux !

Comme pour le respect des recommandations nutrition en restauration et les mesures contre la prévalence de l'obésité chez les jeunes où le gouvernement recule encore et écoute les lobbies trop forts encore.

Nous avons aussi donc vocation à parler de pédagogie. Nous parlons de l'organisation des rythmes des enfants, nous parlons des contenus des programmes, nous parlons du redoublement, nous parlons des méthodes de lecture, nous parlons des devoirs à la maison qui n'existent plus mais dont tout le monde constate l'inflation cette année, manifestation d'une véritable sous-traitance pédagogique aux familles ...

Cette année, avec les mouvements pédagogiques, nous avons pu fortement avancer dans ces domaines et nous devons continuer.

Nous parlons aussi de la formation des enseignants. Et cela plaît !

Pas à tout le monde mais dans les IUFM par exemple, aux enseignants, aux formateurs, aux étudiants, aux intéressés oui, au ministre moins, bien sûr ! Nous disons, nous martelons, que nous ne voulons pas d'enseignants non formés, qu'enseigner est un métier qui s'apprend.

Nous ne voulons pas confier nos enfants à des savants aux connaissances très très pointues dans telle ou telle discipline, mais incapables de les leur restituer ! Nous ne voulons pas que soient bradées la formation professionnelle, la connaissance de la pédagogie et de la psychologie de l'enfant au motif d'une année supplémentaire disciplinaire.

Nous voulons que la formation des enseignants soit renforcée. Le ministre la divise par deux, alors que nous voulons qu'elle soit multipliée par deux.

Il faut dire qu'il prétend qu'il la renforce parce qu'elle conduira désormais à un diplôme de master à bac + 5. Mais aujourd'hui, les enseignants sortant de l'IUFM ont déjà au moins 5 années de formation. Trois de formation disciplinaire et deux de formation professionnelle.

En vérité, avec cette réforme, l'Etat se désengage de la formation de ses futurs agents. Il s'en déleste sur les universités d'abord mais après sur qui en voudra. Les universités catholiques.... Merci Kouchner ! Puis les universités privées...

Avec cette réforme, après les programmes de régression qu'on a eu en primaire, c'est un peu la réforme anti pédagogique mère de toutes les autres car ces enseignants, c'est pour 40 ans qu'on les aura ! Car il ne faut pas compter sur la formation continue, c'est le moins qu'on puisse dire. Même si elle a bon dos, lorsqu'on lui renvoie la responsabilité de remplacements non assurés.

Et le ministre, montrant ses « priorités » comme il dit, de féliciter et de remettre des médailles aux plus grands détracteurs de l'Ecole et de la pédagogie !

Remarquez, il en a bien eu une lui-même, remise par ses amis au congrès de l'UMP parents, pardon de la PEEP, il y a une semaine. Vous vous rappelez, cette tribune offerte d'où le ministre a pu tester sa popularité parmi les siens : ceux de la semaine de quatre jours, du SMA, de la rigueur, de la peur.

J'oubliais ! L'Agence nationale du remplacement réglera tous les problèmes d'un claquement de doigts. Ca doit être pour ça qu'ils n'arrivent toujours pas à nommer quelqu'un à sa tête, au ministère... Faut dire que diriger une agence d'intérim quand on est fonctionnaire, c'est pas évident... d'autant qu'avec la suppression des listes complémentaires, va falloir en trouver des remplaçants, des retraités, des précaires, des heures supplémentaires !

Nous parlons de tout ça et que celui ou celle qui veut nous empêcher de parler de tout ce qui nous concerne nous démontre que l'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants n'a aucune incidence sur leurs résultats scolaires !

Nous parlons de tout cela et nous devons en parler. Car notre représentativité nous donne des responsabilités. Notre campagne sur les rythmes a lancé le débat dans une bonne vingtaine de villes et nous ne connaissons sûrement pas la liste exhaustive de celles qui ont lancé des concertations. Cela nous donne la mesure de notre responsabilité. Nous ne devons pas louvoyer, tergiverser, sous prétexte qu'il y a des coups à prendre. Si on ne doit pas dire ce qu'on pense parce qu'on a peur de prendre des baffes et qu'on se résigne, à quoi sert de militer, à quoi bon s'organiser ?

Pas à pas, on essaye de fonctionner autrement. Pour respecter le mandat d'Epinal, « agir plutôt que réagir », il faut se déclarer - c'est le rôle du projet éducatif, s'organiser - c'est l'objet du plan stratégique, expliquer le sens d'un engagement collectif organisé, chacun avec son histoire, son approche... Nous devons mutualiser nos expériences, mettre en commun, fédérer nos forces, être à l'écoute les uns des autres, pour être des parents efficaces et indépendants. Jouer collectif, en somme (comme ici : Allez les verts !).

Car nous sommes un collectif ! Si, si ! Finalement, tout bien considéré, ne sommes-nous pas le vrai collectif des parents d'élèves, celui qui réfléchit, qui est actif, partout et depuis des années ? Je ne connais qu'un collectif national mandaté et représentatif (1 million 600 000 voix aux élections, ce n'est pas rien), c'est la FCPE !

Mais la FCPE n'agit pas seule, elle est aussi partie prenante notamment d'un autre collectif plus large, que l'on nomme « l'éducation est notre avenir », ou « un pays, une école, un avenir ». Aujourd'hui, pour être actifs, il faut agir collectivement, en partenariat. Et là où s'organise l'action, on peut le faire avec tous ceux qui le veulent. Mais la parole de la FCPE ne se tarit pas, ses décisions appartiennent à ses adhérents !

Et pour mieux s'affirmer, pour mieux assumer nos mandats, pour être encore plus représentatifs, il faut recruter, construire des conseils locaux partout.

Notre campagne d'adhésions, parce qu'ambitieuse, porte ses fruits. Avant même la prochaine campagne de rentrée, l'érosion des adhésions est stoppée, la tendance inversée.

Nous étions à 296 000 au congrès 2007, 289 000 l'année dernière, il était impératif de regarder la réalité en face et d'agir, reconstruire, se redonner des perspectives.

Je suis heureux de vous annoncer que nous avons stoppé cette chute, inversé la tendance et que, à ce jour, nous avons plus de 300 000 adhérents enregistrés.

Et encore, je ne parle pas de tous ceux qui traînent encore dans les poches localement !

Oui, les 50 000 adhérents supplémentaires, nous les aurons !

Car ce sursaut s'accompagne de la création de nombreux conseils locaux, peut-être tout petits pour l'instant mais qui n'ont vocation qu'à se développer.

L'augmentation est d'autant plus prometteuse que ces nouvelles adhésions et ces nouveaux conseils locaux sont, dans le droit fil de notre priorité, créés dans le primaire.

Qu'on ne s'y méprenne pas ! C'est bien parce que nous avons travaillé en même temps sur tous les champs d'intervention que j'ai évoqués, que nous récoltons ces résultats-là. Nous parlons aux parents sans louvoyer sur le plan politique, en revendiquant précisément sur les conditions d'étude des élèves, en ouvrant des débats sur les questions pédagogiques.

Tout cela, nous l'avons fait en travaillant très différemment cette année, dans le travail d'écriture collective, dans un échange renforcé avec les CDPE, en relayant votre travail pour le mutualiser et le généraliser.

Grâce à vous encore, nous continuerons à produire des « kits militants » pour aider les militants sur le terrain à la fois à faire de nouvelles adhésions et à faire avancer nos propositions, nos idées et nos valeurs.

Tout au long de l'année, le bureau a été uni, efficace, sans se préoccuper du passé du voisin. Chacun à sa mesure, avec sa manière de voir les choses, a apporté sa pierre à l'édifice. C'est sans compter qu'on a fait ce travail en confiance et c'est cette pratique nouvelle qu'il faudra continuer. Merci à tous, merci à Christiane, bien sûr, à Annie, à Cathy, à Dominique et à Mireille, merci à Jean-Louis et Paul.

Le CA national lui aussi a travaillé et produit différemment et appliqué un certain nombre de vos demandes sur la Revue des parents, l'Incollable, la plaquette primaire, les lettres aux responsables... Il a adopté une pratique collective en développant des convergences et des alliances avec nos nouveaux partenaires, sans revenir sur nos partenariats traditionnels avec les organisations syndicales enseignantes. C'est ainsi que nous pourrions gagner la guerre pour l'Ecole publique.

Je suis, vous êtes, nous sommes plus déterminés et plus mobilisés que jamais !

Avec Denis Meuret, nous affirmons qu'il y a une « crise du modèle d'éducation français » lorsque, à la question « diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens », les Français sont seulement 22,8% à répondre « oui » quand les Américains sont 35,6%.

Nous voulons que le système évolue, fortement, parce que nous ne supportons pas que des enfants comme Moussa, dans la chanson de Grand Corps Malade, disent qu'à la télé, ils ont vu « que des classes faisaient du golf en EPS », alors qu'eux n'ont « que des tapis et des cerceaux et la détresse de leurs maîtresses ».

« Alors si tout se joue à l'Ecole, il est temps d'entendre le SOS. Ne laissons pas se creuser le fossé d'un enseignement à deux vitesses. Au milieu des tours, il y a trop de pions dans le jeu de l'échec scolaire. Ne laissons pas nos rois devenir fous dans des défaites spectaculaires. »

« La page Darcos est déjà tournée », écrit Pierre Frackowiak, en s'adressant au prochain ministre de l'Education nationale, à qui il prédit une « tâche immense si il ou elle a une réelle ambition démocratique pour l'Ecole ».

Eh oui, il est grand temps que ca change ! Nous sommes prêts et disponibles.

Pour faire le juste lien avec la table ronde qui marquera le fil rouge de notre congrès de Saint Etienne, l'évaluation, je veux, pour vous, me prêter à un petit exercice de notation sur un bulletin que j'ai rempli. C'est quelqu'un que vous connaissez, vous allez reconnaître mais jamais de nom, pourtant, toi, je te vois !

J'ai noté : « Nous avons remarqué en effet cet élève, un peu fayot, à son énergie à communiquer, à son autisme et son refus de dialogue avec la FCPE, à la mauvaise ambiance qu'il essaie de mettre en tentant de diviser les gens, à ses capacités de manipulation et ses promesses non tenues, à son acharnement à dénigrer l'Ecole publique. Bien qu'il ne vaille pas la moyenne, comme nous sommes contre le redoublement, nous allons le laisser passer quand même. Et changer d'établissement... »

Je vous propose donc que nous disions donc tous au revoir à l'actuel ministre de l'Education nationale ! Vous êtes prêts ? Allez, au revoir !

Je déclare ouvert le 62ème Congrès de la FCPE à Saint-Étienne.

Bon congrès à toutes et à tous !